

UN CHIFFRE QUI FAIT PEUR

Nette augmentation des viols en 2008

Le sujet ne sera pas épuisé de sitôt. Le viol en Algérie continue de prendre des proportions alarmantes dans la société. 71 affaires liées à ce crime ont été traitées par la Gendarmerie nationale, rien que pour le premier semestre 2008. 21 affaires de viol et tentatives de viol contre des adultes ont été enregistrées.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Tandis que les mineurs restent la proie privilégiée des criminels du sexe, 45 affaires ont été signalées dans ce sens. Le premier constat mis en exergue dans le rapport de la gendarmerie fait ressortir que le viol est en nette

Cette ville côtière connue pour son animation nocturne se débat avec ses maux sociaux : drogue, alcool, commerce du sexe et depuis trois années, elle est le fief des violeurs, avec 19 affaires en 2007, contre 37 en 2006.

Toujours à l'Ouest, les wilayas de Mostaganem et Tiaret se placent derrière Oran avec 17 affaires de viols chacune. Par ailleurs, on croit savoir que trois wilayas seulement sont encore préservées de ce genre de crime, à savoir Ghardaïa, Tindouf et Illizi. Le viol n'est malheureusement

pas un crime isolé parmi toutes les violences que subissent les femmes et les enfants, ces dernières années.

Fait criminel ou conséquence d'une crise économique aiguë, les spécialistes (juristes, sociologues et psychologues), n'arrivent pas à définir les causes réelles de cette montée en flèche des agressions sexuelles et autres. Tous s'accordent à dire que la sensibilisation et la prévention restent les armes de défense et de lutte contre ce phénomène.

Un débat a été enclenché ces derniers mois sur le fléau de la pédophilie qui a traumatisé la société, suite à l'assassinat des victimes par les criminels pédophiles.

Un crime engendre un autre, affirmaient les spécialistes de la question.

Revenant aux statistiques de la Gendarmerie nationale, 312 femmes ont été victimes de viol en 2007, contre 229 en 2006. Presque la moitié des crimes ont été commis contre des mineurs, puisque 137 d'entre eux ont été violés en 2007 et 134 en 2006.

Concernant par ailleurs l'identité des violeurs, le rapport affiche une prédominance de ce crime chez les hommes âgés de plus de 40 ans. Néanmoins, un fait nouveau a été ajouté dans le constat de la gendarmerie qui a mentionné l'implication de quatre femmes dans des viols contre des mineurs. Un phénomène jamais enregistré par le passé et qui risque de bouleverser la société. Une société qui a déjà du mal à lever le voile sur des fléaux déjà connus, tels que la pédophilie, l'abus sexuel.

R. M.

LA GRÈVE DES 13 ET 14 AVRIL

Le CLA appelle les syndicats à la mobilisation

Dans un communiqué, le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) s'est déclaré, hier, satisfait de l'action de protestation commune décidée par les différents syndicats autonomes.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme autonome dans notre pays, des syndicats de la Fonction publique, tous secteurs confondus, ont dépassé leurs divergences tactiques pour constituer un front uni et créer un nouveau rapport de force, seul garant contre le

mépris des pouvoirs publics», déclare le Cla, précisant en outre que «la santé, l'éducation, l'administration seront unies les 13 et 14 avril pour rejeter la grille des salaires qui ne répond pas aux attentes des travailleurs de la Fonction publique et qui décline les compétences et les qualifications».

Le syndicat explique aussi que «l'application de la grille des salaires à partir de ce mois d'avril sans la promulgation officielle des statuts particuliers et régimes indemnitaires, est un signe que les précédentes mobilisations de janvier et février ont déstabilisé les pouvoirs publics». Le Conseil des lycées

d'Alger revient aussi sur l'érosion du pouvoir d'achat qui, précise le syndicat, n'a cessé de suivre une courbe descendante devant l'envolée des prix à la consommation. «L'instauration de l'indemnité forfaitaire relève de la démarche qui veut occulter le débat sur les régimes indemnitaires spécifiques à chaque secteur... L'Etat se permet ainsi d'enfreindre la légalité», souligne le communiqué. Le Cla appelle ainsi les syndicats à la vigilance et à défendre un statut «qui reconnaisse le rôle stratégique de l'école publique, et les qualifications et compétences des enseignants».

F-Z. B.

3^e CONGRÈS DE L'ONEM

Bouteflika prié de se représenter

Les enfants de moudjahidine affiliés à l'Organisation nationale des enfants de moudjahidine (Onem) prient le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de se représenter pour un troisième mandat consécutif. Ils l'ont fait savoir hier, à l'ouverture du congrès de l'organisation à l'hôtel El-Aurassi, à Alger.

Sofiane Aït Illis - Alger (Le Soir) - Le congrès de l'Onem, le troisième du genre depuis la création de l'organisation, a statué sur l'essentiel à peine déclaré solennellement ouvert par le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem. Les 700 délégués ont d'abord plébiscité le secrétaire général sortant, M'barek Khalfa, le reconduisant de la sorte à la tête de l'organisation pour un autre mandat. Ils ont ensuite enchaîné pour valider l'appel de ce même M'barek Khalfa au président Bouteflika à se représenter pour un troisième mandat. Les invités, ministres et représentants de partis

politiques et d'organisations de la société civile, ont quitté donc le salon rose de l'hôtel El-Aurassi, où s'est tenu le congrès, entièrement édifiés sur l'essentiel de ce qui pourrait les intéresser dans un pareil conclave : le maintien du secrétaire général de l'organisation dans ses postes et fonctions et le soutien à une candidature supplémentaire à la magistrature suprême du président Bouteflika. Les coulisses, dans ce congrès, si vraiment coulisses il y a eu, se sont résumées à tout ce qu'il y a de traditionnel, en l'occurrence des campagnes pour l'entrée ou la reconduction au conseil national de

l'organisation. La feuille de route politique ayant été de toute évidence préalablement établie. Partie intégrante des organisations se réclamant de la famille révolutionnaire, l'Onem reste conséquente dans son soutien à la candidature du président Bouteflika. Son secrétaire général, qui a prononcé un court discours inaugural, a vanté la réussite du programme présidentiel, mettant surtout en exergue la politique de réconciliation nationale. Enthousiaste à voir le président rompre enfin son silence à propos de sa candidature ou pas pour un autre mandat, M'barek Khalfa a déclaré soutenir le président Bouteflika pour un troisième mandat et... pour un mandat à vie. Le président Bouteflika, qui a adressé un message au congrès, lu par son conseiller, Mohamed-Ali Boughazi, a tu son ambition à prolon-

ger son règne à la tête de l'Etat. Il a, pour l'essentiel, souhaité que ce genre de rencontre, traitant de la mémoire de la nation, soit «empreinte d'objectivité et fasse preuve de méthodologie scientifique pour aboutir sur des vérités, loin de toute improvisation». Le secrétaire général de l'Onem s'est, lui, préoccupé d'abord de la loi sur le moudjahid et le chahid, estimant que la revendication des enfants de moudjahidine est tout ce qu'il y a de légitime. «On demande à être alignés sur le reste des organisations de la famille révolutionnaire.» Et si l'Onem réclame une place parmi sa famille naturelle, elle veut aussi qu'elle ne soit pas à l'étroit dans l'univers associatif. M'barek Khalfa a demandé à débarrasser l'Algérie des associations parasites.

S. A. I.

APRÈS LA SUSPENSION DU RESPONSABLE DU SETE

Ebullition au sein de l'UGTA de Béjaïa

Une crise larvée mine depuis quelques jours l'UGTA dans la wilaya de Béjaïa.

Une très forte ébullition est observée dans les rangs de la base syndicale de l'organisation de Sidi-Saïd depuis la suspension de Bekhouche Malek, président du bureau du Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation (SETE), par l'union de wilaya de l'UGTA de Béjaïa.

En effet, le syndicaliste du SETE, a-t-on appris dans l'entourage de l'organisation syndicale des travailleurs de l'éducation de Béjaïa, a été destinataire au début de la semaine, d'une décision de suspension signée par l'Union de wilaya de l'UGTA à travers laquelle il est reproché au président du SETE ses «affirmations et ses déclarations qualifiant le dernier congrès de l'UGTA d'anti-démocratique». Dans la lettre de suspension signée par le secrétaire géné-

ral de l'Union de wilaya de l'UGTA, il a été aussi reproché au syndicaliste du SETE son départ «précipité et injustifié (...) l'amalgame nourri à travers la presse au sujet du retrait de la délégation de Béjaïa des travaux du congrès et des agissements ayant nui à l'organisation de l'UGTA».

Pour rappel, cinq membres de la délégation des congressistes ont décidé de claquer la porte des travaux des 11^{es} assises de l'UGTA qui se sont déroulées à la fin du mois de mars écoulé.

Les cinq congressistes de Béjaïa ont motivé leur retrait par «l'absence de débat et le temps limité accordé aux différents syndicalistes intervenants par rapport à celui imparté aux invités». La décision de suspension du responsable du SETE n'a pas man-

qué de soulever une vague d'indignations et de colère parmi les nombreux syndicalistes de Béjaïa que nous avons rencontrés.

Des messages de soutien émanant des différentes sections syndicales, des administrations, des unités économiques et des sections syndicales des établissements scolaires à travers la wilaya de Béjaïa ne cessent d'affluer vers le bureau du SETE. Nombre de syndicalistes n'ont pas manqué de dénoncer ces «manœuvres occultes visant à casser le syndicat du SETE». Des syndicalistes de Béjaïa n'hésitent pas à critiquer sévèrement ce qu'ils ont qualifié de «représailles contre une structure syndicale pour ses positions et son combat dans la lutte aux côtés des forces autonomes». Il faut noter que le SETE de Béjaïa s'est déjà illustré par le passé à travers

d'incessantes interpellations de sa fédération de tutelle sur «son silence complice» autour des conditions précaires que vivent les travailleurs de l'éducation. «Les responsables de l'UGTA n'ont pas digéré surtout notre engagement au sein de l'intersyndicale et nos positions par rapport aux choix économiques du gouvernement que nous avons maintes fois dénoncés telle la privatisation des hydrocarbures...», soutient un syndicaliste du conseil de wilaya du SETE.

Le même son de cloche est observé chez l'écrasante majorité des syndicalistes du SETE qui n'entendent pas «se taire» devant ce qu'ils considèrent comme des «méthodes staliniennes».

Les syndicalistes du SETE qui sont assurés d'ores et déjà du soutien des autres organisations syndicales, à l'image du Cnes, n'écartent pas de

recourir à une grève en cette fin d'année scolaire pour réhabiliter leurs «camarades» et «faire échec à ces appétits plus que jamais révolus de museler les syndicalistes». Un animateur du Cnes ne va pas avec le dos de la cuillère pour fustiger les auteurs de la décision de suspension du président du SETE.

Pour le même animateur du Cnes : «On veut faire payer au syndicat de l'éducation de Béjaïa son autonomie. Toute cette agitation en faveur d'un soutien pour un éventuel troisième mandat de Bouteflika n'est nullement étrangère à la décision de suspension du responsable du SETE. Un syndicat qui a su se mettre à l'abri des luttes politiciennes et respecter le choix politique individuel de ses adhérents», témoigne le syndicaliste du Cnes.

A. Kersani

OULD ABBÈS

AUJOURD'HUI

À TIARET

Une rencontre avec les harraga au menu

M. Djamel Ould Abbès, ministre de la Solidarité nationale, se déplacera, aujourd'hui, à Tiaret où il rencontrera un groupe de jeunes ayant tenté illégalement de prendre le large pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée.

Les personnes concernées par ce phénomène, dont des dizaines ont péri en pleine mer et d'autres toujours portées disparues, sont issues de plusieurs quartiers de la ville notamment, haï Bouhenni, Ettetfah, Zaïroura et l'ex-Village espagnol. Cette visite intervient suite à la promesse que le ministre a fait à un jeune Tiareti lors de sa visite à Tiaret d'il y a deux mois pour indemniser les 136 commerçants sinistrés dont les locaux ont été ravagés par le feu. Le ministre de la Solidarité nationale devrait se rendre dans une première étape au siège de la DAS pour écouter les harraga de la région avant de leur parler des différentes opportunités d'emploi qui peuvent être offertes à travers les dispositifs fraîchement mis en place par son département et dont nous citerons la prime d'insertion des diplômés (PID), la prime d'activité d'insertion sociale (Pais) et, enfin, l'activité pour besoins collectifs (ABC). Un nombre important de jeunes qui ont échoué dans leur tentatives de rallier l'Europe à partir des côtes de l'Ouest, ont été conviés par la DAS et le mouvement associatif à assister à cette rencontre avec le ministre.

M. Ould Abbès se rendra par la suite à Frenda et Aïn-EI-H'did où il procédera à la distribution, à titre symbolique, de quelques locaux commerciaux au profit des jeunes de ces localités. La pose de la première pierre d'une école des jeunes non-voyants à Dahmouni, un projet estimé à plus de sept milliards de centimes, et du siège du futur service d'observation en milieu ouvert (SOEMO) à Zaïroura, dans la périphérie sud de la ville, sont les autres étapes de la visite du ministre à Tiaret.

Mourad Benamer